

✘ Ce numéro de questions internationales fait le point sur cette menace qui mobilise l'ensemble des états démocratiques, et qui est directement perceptible, notamment par le renforcement des contrôles de sécurité, par la présence policière et militaire dans les lieux publics, mais aussi à côté de zones sensibles, comme les lieux de culte.

Le péril jihadiste n'a jamais disparu depuis le 11 septembre 2001 mais semblait, sinon éteint, du moins assoupi, au-delà d'attentats apparemment isolés.

Daech l'a remis au premier plan de l'actualité par ses atteintes à la paix, interne comme internationale. Les différents articles de ce numéro en analysent tous les aspects.

Les révolutions arabes ont combattu ou chassé des régimes déconsidérés au Proche et Moyen-Orient. C'est maintenant l'existence même de certains États qui est la cible des mouvements islamistes. Mais c'est aussi en Europe que les jihadistes trouvent asiles, mobilisations, conversions. C'est aussi dans le monde occidental, ou à partir de lui, que la lutte contre le jihadisme s'organise – si tant est qu'elle s'organise, car les réactions sont plus hésitantes et moins coordonnées qu'après le 11 Septembre.

Le terrorisme n'est pas la seule méthode de Daech, puisque sur certains plans il mène des combats plus classiques, et que sous le nom de Califat il vise ou prétend viser à la construction de nouveaux États théocratiques sur les ruines des anciens. Mais Daech procède du terrorisme qui demeure, notamment à l'égard des pays occidentaux, son mode d'action principal.

La lecture attentive de cette revue, dont nous n'avons cessé de souligner la qualité depuis des années, permet en effet de faire le point sur ce qui apparaît bel et bien comme la menace majeure du début du XXIe siècle. Menace majeure ? On entend déjà quelques protestations. Le réchauffement climatique, les flux de réfugiés, turbulences financières de grande ampleur, et bien d'autres difficultés que rencontrent les sociétés contemporaines, pourraient mériter ce qualificatif.

Mais la menace djihadiste est d'une nature particulière : dans un pays comme la France, mais d'autres pays européens sont aussi concernés, la relation à l'islam, à cause de l'héritage colonial, rend la question extrêmement sensible.

Dans l'article qui ouvre le dossier, **Serge Sur** pose la question : « *comment peut-on être djihadiste ?* ». S'il évoque les djihadistes qui proviennent du terrain, et pour lesquels le djihad se superpose à d'autres causes, comme les rivalités nationales ou tribales, les guerres de religion intestines à l'islam, mais aussi les frustrations économiques et politiques, il présente également les enfants de l'immigration, ceux de la troisième, voire de la quatrième génération. L'échec de l'intégration est-il suffisant pour expliquer comment des jeunes gens qui n'ont qu'une connaissance sommaire de l'Islam, peuvent se transformer en tueurs fanatiques ?

Dans cet article le rédacteur en chef de questions internationales rappelle tout simplement la nature particulière du terrorisme, qui n'est pas une idéologie mais une méthode. Le terrorisme s'adapte tout simplement aux sociétés qu'il combat. L'attentat individuel contre une cible désignée des nihilistes russes de la fin du XIXe siècle, et de leurs héritiers des années 70, comme la fraction armée rouge et action directe, a laissé la place à l'attentat sur des objectifs ciblés, magasin kasher, école juive, rédaction d'un journal, forces de sécurité, etc.

L'instrumentalisation des médias de masse, particulièrement par le biais d'Internet, a pour objectif de susciter des réactions de sidération, mais aussi de fascination, ce qui permet le recrutement de terroristes potentiels.

L'évolution des groupes terroristes, d'Al Qaïda à ce que l'on appelle aujourd'hui le califat, montre bien que le terrorisme est un caméléon. Il s'adapte aux circonstances, offre à ceux qui adhèrent à l'idéologie qu'il porte, des formes d'actions diverses. Le territoire de Daech, à cheval sur l'Irak et la Syrie, apparaît ainsi comme une cité terrestre idéale, un lieu où il faut se rendre pour accomplir son destin, avant peut-être de revenir dans le monde des infidèles pour y livrer son dernier combat.

Serge Sur pointe du doigt les difficultés que nos sociétés menacées éprouvent pour répondre à cette menace. Après le 11 septembre le conseil de sécurité des Nations unies avait adopté la résolution 1368 autorisant de façon inconditionnelle le recours à la force armée.

Mais les échecs des États-Unis en Afghanistan comme en Irak, les conséquences de l'intervention occidentale en Libye en 2011, rendent les décideurs particulièrement circonspects. Si l'on ne peut parler d'une politique du « chacun pour soi », car une coopération entre services, notamment de renseignements, existe, il n'en reste pas moins qu'une politique globale de gestion de cette menace se fait attendre.

La France s'est finalement retrouvée assez seule pour intervenir au Mali, et elle joue un rôle majeur au nord-est du Niger pour essayer d'exercer une surveillance de cette nouvelle zone grise du sud-ouest de la Libye, la région du Fezzan, à partir du Nord Est du Niger.

Les États-Unis ont finalement accepté de voir le régime de Bachar al-Assad franchir la ligne rouge avec l'utilisation de l'arme chimique et les attaques aériennes qui sont menées, en collaboration avec la France qui n'intervient qu'en Irak, visent les positions de Daech. Le régime syrien malgré 240 000 morts reste en place, et pourrait même paradoxalement sortir renforcé de cette crise.

Reste l'attitude ambiguë de certains états, ceux du golfe arabe qui font de la lutte contre l'Iran et le chiisme leur priorité. Celle de la Turquie qui profite de la proximité des forces du califat pour renforcer ses interventions contre les kurdes, celle d'Israël enfin qui semble préférer Bachar al-Assad à des islamistes sunnites sur leur frontière nord.

Il n'est pas évident aujourd'hui de répondre directement à cette menace. La présidence Obama a choisi le retrait des troupes au sol d'Afghanistan comme d'Irak les a remplacés par des drones particulièrement efficaces au niveau tactique mais qui sont loin de régler le problème de fond. La guerre contre le terrorisme est clairement asymétrique, même si le califat dispose d'une base territoriale et d'un potentiel militaire réel. Toutes les doctrines de contre-insurrection ont été utilisées, mais la menace persiste et il n'est pas sûr que l'usage de la force pour le neutraliser ne finisse pas par aggraver le problème. Mais en même temps il est difficilement concevable que la société démocratique reste sur la défensive face à une entreprise de terreur multiforme et qui pourrait finir d'ailleurs par l'ébranler. L'unité nationale, voire internationale, autour du 11 janvier dans les rues de Paris a pu constituer un moment d'émotion fort.

Mais que reste-t-il aujourd'hui ? Un sentiment de plus en plus fort d'incompréhension ? De sidération sans doute, mais aussi de rejet de l'autre. Et on sait bien que cela fait le lit des extrémismes, de toute nature.

Denis Bauchard est conseiller spécial pour le Moyen Orient à l'institut français des relations internationales. Il présente une synthèse sur la « géopolitique du Jihadisme » qui montre

comment, depuis l'élimination de Ben Laden par les forces spéciales américaines le 2 mai 2011, le terrorisme islamiste a changé de nature et s'est enraciné dans des territoires beaucoup plus étendus.

Nous avons déjà que la matrice originelle de ce courant se trouve en Afghanistan au début des années 80, et que c'est dans le combat contre l'occupation soviétique que ce sont affirmés les fondateurs du mouvement Al Qaïda.

Le successeur de l'émir, Aman Al Zawahiri, ne disposent pas du charisme ni de l'autorité de Ben Laden, il apparaît comme un idéologue plutôt isolé. Pourtant ce mouvement influence des groupes, au Maghreb comme au Yémen mais également dans le nord de l'Inde et au Cachemire. C'est de ce mouvement qu'est issu Daech, issu d'une scission d'Al Qaïda en 2006 et qui a pu se développer simultanément en Irak comme en Syrie. Ce mouvement qui dispose désormais d'une base territoriale représentant la superficie de la moitié de la France est peuplé par 8 millions d'habitants, et d'après l'auteur de cet article organise 50 000 hommes en armes dont la moitié d'étrangers, et 5000 européens.

Disposant d'un matériel important, récupéré sur une armée irakienne dont les chefs se sont enfuis lors de la prise de Mossoul en 2014, le mouvement organise différents aspects de la vie quotidienne sur son territoire, comme le prélèvement de l'impôt et l'organisation de quelques services publics, tout déployant une stratégie de communication très professionnelle, mettant en scène des actes barbares destinés à choquer les consciences.

L'auteur s'interroge sur les responsabilités dans le développement de ces mouvements terroristes. Le rejet des valeurs occidentales peut expliquer cela mais il convient d'aller plus loin. Le terrorisme islamiste s'explique par l'échec des gouvernements arabes, autoritaires et corrompus. L'échec économique de ces différents régimes a laissé sur le bord du chemin des générations entières de jeunes qui n'avaient plus d'autre alternative que la fuite en avant.

Des pays comme la Turquie ainsi que certains états du golfe, et principalement l'Arabie Saoudite, ont considéré que la priorité de la menace résidait dans l'affirmation de l'Iran comme puissance régionale, et leur attitude a été pour le moins ambigu. À cela il convient d'ajouter le gouvernement pakistanais, qui n'a jamais pu véritablement éradiquer l'influence des différents mouvements islamistes qui ont établi des zones de non-droit sur les parties importantes du territoire, y compris dans des grandes villes du pays.

Les interventions occidentales ont également eu des effets pervers, et l'intervention des États-Unis en 2003 en Irak, en 2011 en Libye, avec les franco-britanniques, on fait voler en éclats les structures étatiques existantes.

En Afrique, avec Boko Haram, qui se rattache peu à peu au califat, le terrorisme se dote également d'une base territoriale, même s'il est loin d'être niveau de celui qui s'est développé au pays des deux fleuves. Mais les mêmes causes produisent les mêmes effets et l'armée nigériane a eu dans le développement de ce mouvement une attitude tout aussi ambiguë que les services secrets pakistanais avec Al Qaïda. À cela s'ajoute la corruption, le développement des trafics à travers des frontières poreuses et mal contrôlées, la faillite de l'État qui laisse se développer des zones de non-droit, et cela impose aux pays occidentaux un déploiement de forces, pour l'instant limité, mais qui pourrait reposer si besoin sur l'expérience française des interventions sur ce continent. On sait ce qu'il est advenu de l'armée malienne formée à grands frais par les États-Unis lorsque les mouvements islamistes avaient pris le contrôle de tout le nord du pays.

Patrice Gourdin présente également l'organisation Daech-État islamique en rappelant les

bases de son développement et de ses ressources. Il semblerait que 10 à 20 % de la production de pétrole irakien soit ainsi distribués par des réseaux de contrebande, dans lesquels la Turquie, et même paradoxalement l'Iran, jouent un rôle. Il faut rajouter également le trafic d'antiquités, et la prise de Palmyre et l'assassinat barbare de Khaled Al Asaad, le directeur des antiquités de la ville depuis près d'un demi-siècle, représente cyniquement l'avantage de faire monter les enchères tout comme les destructions mises en scène dans les musées et sur les sites. Cela donne d'autant plus de valeur aux vestiges qui sont issus de fouilles sauvages et qui se retrouvent vendus sur un marché parallèle. Avec les rançons des prises d'otages ces groupes islamistes disposent ainsi de sources de revenus permettant de payer « généreusement », compte tenu du niveau de vie des populations, les combattants.

Philippe Migaux enseigne à Sciences-po les menaces sécuritaires internationales. Dans cet article où il évoque « les mutations stratégiques du Jihadisme », il présente la figure du premier idéologue de ce courant, issu du mouvement des Frères musulmans, l'Égyptien Sayyid Qotb, exécuté sur ordre de Nasser en 1966.

Le départ des soviétiques d'Afghanistan en 1989 et l'affrontement qui s'en est suivi entre l'alliance du Nord et les talibans a permis à Oussama Ben Laden de s'implanter en 1997 et de former le premier noyau de combattants permettant de passer du Jihad local, celui dirigé contre l'Arabie Saoudite, considérée comme un régime impie au Jihad mondial « contre les juifs et les croisés ».

Les attentats du 11 septembre s'inscrivent dans cette logique en cherchant à frapper les États-Unis au cœur de leur puissance. Le but est de susciter une intervention occidentale et par voie de conséquence de justifier, auprès des populations dont Al Qaïda cherchent à s'assurer le soutien, le discours anti occidental.

À partir du 11 septembre ce sont des groupes locaux qui se développent et qui apparaissent comme des « franchises » d'Al Qaïda. L'auteur de cet article montre d'ailleurs comment, à la lecture attentive des écrits des idéologues du mouvement, le djihadisme a pu s'organiser. Ce sont des cellules indépendantes cloisonnées, parfois des loups solitaires, qui doivent mener un combat multiforme contre les régimes impies et les ennemis de l'Islam.

La révolution arabe ont pu être parasitée et le chef d'Al Qaïda au Maghreb islamique, Abdelmalek Droukdel, donne d'ailleurs comme instruction à ses militants de se fondre dans le mouvement révolutionnaire en Tunisie et de modérer le discours fondamentaliste.

Mais la surprise est venue d'Irak lorsqu'un mouvement, au départ minoritaire, « l'État islamique d'Irak », issu d'une scission d'Al Qaïda au pays des deux fleuves, s'est imposé dans le combat. Notamment à Falloujah. C'est de cette façon que Abû Bakr Al Baghdadi, a pu s'imposer à la tête d'une nouvelle entité territoriale qui est aujourd'hui contenue dans son expansion par les frappes aériennes occidentales. En riposte, le califat a repris la stratégie de, Al Qaïda, c'est-à-dire la constitution de groupes dispersés, et de structures préexistantes, faisant allégeance au calife autoproclamé. Ce sont ces groupes qui exercent la terreur en Libye par exemple, ou Boko Haram, de nouvelles katibas islamistes en Algérie, et même en Indonésie.

Myriam Benraad, intervenant à la fondation pour la recherche stratégique et à Sciences-po, rappelle l'importance de la division entre sunnites et chiites en Irak. Celle-ci a été le terreau de l'État islamique.

Le postulat de départ de Myriam Benraad pourrait effectivement surprendre lorsqu'elle évoque

« L'impressionnante résilience mouvement État islamique. En effet, d'après le chercheur, la campagne de bombardement conduite essentiellement par les États-Unis n'a pu faire reculer les positions de Daech.

Sur le plan militaire on pourrait peut-être contester cette analyse en rappelant que la situation est tout de même paradoxale. Les campagnes de bombardement sont d'autant plus difficiles à conduire de façon efficace dès lors que l'on cherche à éviter les effets pervers des dégâts collatéraux sur les populations non combattantes. Cela d'ailleurs pose le problème de l'intervention des troupes au sol, un tabou que les forces de la coalition occidentale n'envisagent pas de franchir.

Mais ce qui le plus important dans cet article réside dans l'analyse de la société irakienne qui s'est retrouvée profondément divisée avec les interventions occidentales successives contre le régime de Saddam Hussein. L'intervention des États-Unis en 2003 a inversé le rapport de force existante entre les sunnites et chiites au profit de ces derniers, tout en faisant apparaître en son sein une nouvelle caste politique aussi peu fréquentable que celle du Parti Baas qui s'était arrogé le monopole du pouvoir sous Saddam Hussein.

En favorisant l'implosion du pays l'intervention occidentale a contribué à la radicalisation des sunnites qui ont organisé la résistance contre l'occupation étrangère à partir de structures tribales qui n'ont jamais véritablement disparu. C'est le basculement de ces tribus qui avaient été largement financées par les États-Unis du côté du groupe État islamique qui a permis au califat de s'imposer sur des zones territoriales importantes, dès lors qu'elles sont peuplées de sunnites. Le djihad se mène également contre les chiites tandis que les kurdes, eux mêmes très divisés cherchent à protéger leur position en Irak, dans le nord du pays, mais dans le même temps à structurer leur résistance contre les états qui les dominent, la Turquie et même l'Iran.

Samir Amghar, auteur de l'ouvrage *l'islam militant en Europe*, publié en 2013, montre comment les filières djihadistes européennes ont pu se développer.

D'après cet auteur il existerait une autonomie relative entre les filières européennes et les mouvements comme Al Qaïda implantés territorialement dans les zones tribales au Pakistan, dans la péninsule arabique, en Syrie avec le mouvement Al Nosra. Aux côtés des djihadistes qui cherchent à mener le combat en Irak et en Syrie, comme d'autres ont pu le mener en Afghanistan, se développent des filières issues d'un mouvement de ré-islamisation comme les auteurs des attentats contre Charlie hebdo, ou des convertis qui s'étaient spécialisés dans les braquages comme Lionel Dumont. On sait qu'aujourd'hui, parmi les combattants de l'organisation État islamique près de 5000 Européens seraient engagés.

On apprendra également dans cet article l'importance de l'évolution du mode de recrutement, notamment par les réseaux sociaux qui ont remplacé le contact interpersonnel des années 1990. À ce moment-là c'était plutôt des jeunes approchés dans des mosquées, qui recevaient des cassettes audio avec des prêches fondamentalistes qui franchissaient le pas vers la lutte armée ou la délinquance avec justification idéologique et religieuse. Au-delà de l'Afghanistan c'était la lutte pour soutenir les musulmans de Bosnie qui a pu servir de champ de radicalisation idéologique.

Mathieu Guidère est actuellement professeur d'islamologie à l'université de Toulouse. Il intervient régulièrement comme expert sur les différents plateaux de télévisions et propose

une analyse aujourd'hui des motivations des convertis dont certains pu se livraient eux-mêmes, et à visage découvert à des actes particulièrement barbares comme les décapitations. Dans cet article on apprend que les convertis qui rejoignent les organisations terroristes représenteraient près de 40 % du total des combattants. L'organisation État islamique accorderait aux convertis qui rejoignent ses rangs un accès prioritaire au logement, un revenu mensuel de près de 700 € et une aide à l'installation. Compte tenu du niveau de vie local ce montant est loin d'être négligeable.

Mais ce n'est pas l'argent qui constitue la principale motivation des convertis. D'après Mathieu Guidère, c'est la recherche d'une nouvelle confraternité, l'appartenance à un réseau qui offre une alternative à un environnement que l'on rejette, qui explique cette radicalisation. Celle-ci vient clôturer cheminement spirituel, favorisé par une certain mal-être, même si les motivations idéologiques viennent ensuite en conclusion de cette quête.

Les individus qui franchissent le pas de l'action terroriste sont loin d'être fous au sens clinique du terme. Ils justifient leurs actes par des objectifs politiques et médiatiques, eux-mêmes fondés sur une analyse de la situation faite aux musulmans dans le monde, les souffrances des palestiniens, la sauvagerie du régime de Bachar al-Assad. Dans les années 90 c'était la lutte contre les Serbes qui servait de terreau pour la radicalisation.

Bruno MODICA

Au sommaire

- Ouverture – Comment peut-on être jihadiste ? (Serge Sur)
- Géopolitique du jihadisme (Denis Bauchard)
- D'Al-Qaïda à Daech : les mutations stratégiques du jihadisme (Philippe Migaux)
- Entre sunnites et chiïtes : l'Irak, terreau de l'État islamique (Myriam Benraad)
- Les nouvelles méthodes de recrutement (Samir Amghar)
- Des convertis extrêmement motivés (Mathieu Guidère)
- Les pays arabes face au terrorisme islamiste : de la révolte à la révolution (Jean-François Daguzan)
- Les États-Unis et la menace jihadiste (Maud Quessard-Salvaing)
- L'Union européenne et la lutte contre le terrorisme (Philippe Delivet)
- Jihad, jihadisme : hybridité du temps et des lieux (Jean-Luc Marret)

Au sommaire de ce numéro également :

- Questions européennes : Groenland : la longue marche vers l'autonomie (Antoine Jacob)
- Regards sur le monde : La Chine face au terrorisme islamiste (Rémi Castets)
- Histoires de Questions internationales : 1964 : la France noue des relations diplomatiques avec la Chine maoïste (Thierry Robin)
- Les questions internationales à l'écran : Les Femmes de Visegrad de Jasmila Zbanic (Célian Faure)
- Documents de référence : Le 11 Septembre, Ben Laden et le Conseil de sécurité

Les nouveaux espaces du jihadisme.

Collection Questions internationales n° 75

La Documentation française

128 pages, 10 euros ou 8 euros en format numérique

En vente le 2 septembre 2015